

## Agriculture vivrière : les Africains confrontés à des choix controversés de modèles agricoles

Sibiri Jean Zoundi

Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique  
de l'Ouest  
OCDE  
2, rue André-Pascal  
75775 Paris cedex 16  
France  
<sibirijean.zoundi@oecd.org>

### Résumé

Confrontés à des crises alimentaires récurrentes, nombre d'États africains au Sud du Sahara sont à la recherche de modèles de développement agricole capables d'aider à en réduire durablement la fréquence. Le débat idéologique sur le choix de modèles agricoles n'est certes pas nouveau, mais s'est amplifié avec le développement de crises alimentaires plus complexes et plus difficiles à anticiper. Le regain d'intérêt pour l'activité agricole pose, certes, des questions techniques mais recouvre surtout des choix politiques et sociétaux importants (privilégier les producteurs ou les consommateurs, les agricultures familiales vivrières ou les filières agro-industrielles). Plus fondamentalement, ce sont aussi les « manières » de gérer les ressources et de gouverner les hommes et donc d'élaborer et d'appliquer les politiques qui sont posées : *doit-on décréter des modèles agricoles en s'appuyant sur des analyses expertes ou construire des politiques territorialisées avec un panel élargi d'acteurs locaux ?* Quels que soient les modèles à promouvoir, ils devront prendre en compte la diversité des besoins et des usages comme l'hétérogénéité des risques, des potentialités et des savoirs, afin de tirer les leçons des initiatives passées, souvent imposées et importées, mais, plus encore, de ne pas obérer les trajectoires futures. Plusieurs schémas d'évolution vers les modèles souhaités sont possibles. Toutefois, leur réussite dépendra autant de la prise en compte des contextes locaux que de la capacité à les faire évoluer dans un monde incertain et aléatoire.

**Mots clés :** évolution sociale ; exploitation familiale agricole ; modèles agricoles.

**Thèmes :** économie et développement rural ; systèmes agraires ; territoire, foncier, politique agricole et alimentaire.

### Abstract

**Subsistence agriculture: Africans facing controversial choices in agricultural models**

Many sub-Saharan African countries are looking for agricultural development models that can help sustainably reduce the occurrence of food crises. Although the debate between different agricultural models is by no means a new phenomenon, it has been intensified with the emergence of more complex food crises that are more difficult to predict. This renewed interest in agricultural activity is creating some technical questions as well as issues concerning diversification, but it foremost involves some substantial political and social choices. For example, should policies favour producers or consumers, family farming or large-scale commercial agriculture? Even more fundamentally, governments must decide how to manage natural and human resources and to elaborate and apply appropriate policies. Should agricultural models be chosen on the basis of experts' analyses or should territory-based policies be created with the contribution of a panel of local actors? Regardless of the models chosen, they must take into account the variety of needs and uses, including varying risks, opportunities and knowledge, in order to successfully draw lessons from previous initiatives (which were often imposed or imported) and thereby avoid compromising future prospects. Decision-makers can choose

Pour citer cet article : Zoundi SJ, 2012. Agriculture vivrière : les Africains confrontés à des choix controversés de modèles agricoles. *Cah Agric* 21 : 366-73. doi : 10.1684/agr.2012.0582

Tirés à part : S.J. Zoundi

from a variety of paths evolving towards the desired models. However, success will depend on the extent to which the local context is taken into account as well as to adjustments made to the chosen models in an ever-evolving, uncertain global environment.

**Key words:** agricultural family farm; agricultural models; social change.

**Subjects:** economy and rural development; farming systems; territory, land use, agricultural and food production policy.

L'insécurité alimentaire – définie comme *l'incapacité d'assurer un accès physique et économique par tous et à tout moment à une alimentation suffisante, nutritionnelle et saine et à son utilisation* – renvoie à de multiples facteurs de risques, se superposant souvent dans le temps et l'espace, certains fragilisant l'offre, d'autres réduisant l'accès et l'utilisation. La flambée des prix mondiaux de denrées alimentaires en 2007 et 2008 aura surtout renforcé la volonté des pays très dépendants du marché mondial de développer leurs propres capacités de production agricole. Ainsi, la quasi-totalité de la production alimentaire étant assurée par les exploitations familiales agricoles (EFA), le défi consiste à imaginer d'autres modèles agricoles dits « productifs et compétitifs ». S'inspirant de modèles occidentaux et asiatiques, d'aucuns n'hésitent pas à rêver d'un bouleversement radical que certains auteurs (Cambrezy et Janin, 2003) qualifient ironiquement de « *vider les campagnes pour les rendre agricoles* ». À travers ce débat sur le choix de modèles, se profile aussi l'épineuse question des réformes foncières. Au Mali (Brondeau, 2011) comme au Burkina Faso (GRAF, 2011), des organisations professionnelles agricoles (OPA) et la société civile s'élèvent pour dénoncer les risques de marchandisation excessive des terres. Ce débat idéologique autour des modèles agricoles n'est certes pas nouveau, mais il a pris de l'ampleur ces dernières années avec la persistance des crises alimentaires, et surtout l'engagement pris par les États et la communauté internationale de réinvestir dans l'agriculture. Au-delà de cette volonté, on ne peut manquer de s'interroger : *doit-on décréter des modèles agricoles et chercher à les imposer ou faut-il plutôt*

*réunir les conditions locales requises pour leur réussite ?*

Le but de ce texte est de nourrir les prémices d'un débat et d'éclairer les décideurs politiques sur les enjeux des différents modèles agricoles envisagés au regard des contextes locaux africains. Après une analyse des caractéristiques des EFA, de leur contribution à l'alimentation et des défis, une discussion est faite sur la nécessité de raisonner les processus de choix des modèles.

## Les exploitations familiales agricoles dans les systèmes de production agricole et alimentaire

La contribution des « petites » agricultures familiales et paysannes à l'approvisionnement alimentaire des villes et des campagnes est essentielle ; elles assurent également l'essentiel des emplois ruraux dans des pays où la transition urbaine est encore loin d'être achevée.

### De quoi parle-t-on ?

Largement documentée par de nombreux auteurs (Bélières *et al.*, 2004), ce que certains appellent communément « agriculture familiale », constitue le mode dominant de production agricole en Afrique. L'exploitation familiale se caractérise par une main-d'œuvre essentiellement familiale, mais aussi par le lien étroit entre la nature des activités, la composition du ménage ainsi que les capitaux utilisés.

Contrairement à l'agriculture purement commerciale, les valeurs sociales et culturelles, la diversification et la gestion du risque ont tendance à primer au sein de l'exploitation familiale (tableau 1). Le lien entre les dimensions économiques, sociales et culturelles et les multiples objectifs poursuivis justifient d'ailleurs le qualificatif de « multifonctionnalité » de l'agriculture familiale (Bélières *et al.*, 2004).

### Des mérites des exploitations familiales agricoles mais aussi des défis à relever

Les exploitants familiaux représentent au moins 80 % des agriculteurs en Afrique (Wiggins, 2009). En ce qui concerne la population active dans l'agriculture, la part de l'Afrique subsaharienne dans la force de travail agricole totale au monde continue de croître, passant de 12,9 % en 1993 à 15,1 % en 2006, tandis que celle de l'Europe est passée de 3,1 à 1,9 % (FAO, 2009). Cette situation révèle par ailleurs que les EFA demeurent la principale source d'emplois ruraux dans plusieurs pays africains (Losch *et al.*, 2012).

Sur le plan économique, les EFA fournissent l'essentiel des aliments produits localement. Au Kenya comme en Éthiopie par exemple, l'industrie laitière dépend à plus de 70 % des EFA (Wiggins, 2009). La croissance agricole brute entre 1983 et 1985 et entre 2003 et 2005, révélait par exemple que des pays tels que le Burkina Faso, le Ghana, le Mali et le Niger, figuraient dans le groupe de tête avec une moyenne annuelle se situant entre 2 et 3 % contre une valeur de 1 à 2 % pour des pays où existent de grandes fermes agricoles commerciales comme

**Tableau 1. Quelques caractéristiques de l'agriculture familiale et commerciale.**

Table 1. Some characteristics of family farms and commercial agriculture.

Caractéristiques	Agriculture familiale	Agriculture commerciale
<b>Principaux objectifs de l'exploitation</b>	<b>Multi-objectifs</b> incluant préoccupations sociales et économiques : autoconsommation ; stockage ; vente ; dons/assistance	<b>Exclusivement économiques</b> : réponse au marché (vente)
<b>Rôle joué par la force de travail du ménage</b>	<b>Primordial</b> : exploitation à haute intensité de main-d'œuvre familiale Recours occasionnel à la main-d'œuvre salariée	<b>Très faible</b> ou inexistante : main-d'œuvre salariée exclusivement
<b>Liens au sein de la communauté</b>	<b>Forts</b> : basés sur la solidarité et l'entraide mutuelle	<b>Faibles</b> : quelquefois à travers des investissements sociaux (santé, éducation, eau...)
<b>Mode de production</b>	<b>Forte diversification</b> : stratégie de gestion du risque	<b>Spécialisation</b> autour de quelques produits
<b>Capacité à accéder aux intrants, crédit, services de marché...</b>	<b>Faible</b> : services souvent fournis à travers « contractualisation » avec l'agro-industrie	<b>Élevée</b>
<b>Tenure foncière</b>	Généralement par <b>héritage</b> et autres arrangements sociaux	Uniquement à travers <b>les achats</b>
<b>Impact sur l'économie non agricole et le bien-être de la population locale</b>	<b>Élevé</b> Création d'emplois au sein de la ferme – plus de travailleurs par unité de produit Revenus profitant à plusieurs personnes pauvres Grande part de revenus additionnels dépensée localement : forte demande en biens et services à haute intensité de main-d'œuvre dans les villages	<b>Faible</b> : revenus additionnels, généralement peu dépensés localement

l'Afrique du Sud ou la Namibie (Wiggins, 2009). Ces résultats amènent certains à conclure que les performances agricoles des pays africains sont surtout l'œuvre des EFA.

De par leur multifonctionnalité et leur grande flexibilité d'organisation, les EFA ont fait preuve, depuis des décennies, d'une grande capacité d'adaptation aux aléas naturels comme aux incertitudes du marché. Dans les pays du Sahel par exemple, environ 250 000 hectares de terres dégradées ont été récupérées entre 1980 et 2005 grâce aux innovations paysannes des EFA (Botoni et Reij, 2009). L'agriculture familiale a également démontré sa capacité à faire face à l'ouverture des frontières aux produits alimentaires importés. C'est notamment le cas à l'Office malien du Niger par exemple (tableau 2), où les EFA ont positivement réagi à l'environnement favorable de l'amont et de l'aval, en augmentant

le rendement et la qualité du riz, comme au Burkina Faso, où les EFA ont démontré leur capacité à approvisionner le marché national et régional en poulet de chair local (« poulet bicyclette ») (Ouédraogo et Zoundi, 1999).

Malgré ce dynamisme, certains doutent encore de la capacité future des agricultures familiales à relever les défis globaux qui se posent avec de plus en plus d'acuité : concurrence accrue des pays agricoles émergents, changement des styles alimentaires, adaptation au changement climatique, préservation de la biodiversité par exemple ; d'où la réactualisation de discours technicistes – bien évidemment en opposition avec la vision des leaders paysans – faisant de l'émergence de nouveaux types d'entreprises agricoles une nécessité pour accroître substantiellement l'offre alimentaire (Collier, 2008).

### La transition alimentaire

Le premier défi à relever est celui de la transition alimentaire caractérisée par une hausse tendancielle de la demande alimentaire, mais aussi par une évolution rapide des styles alimentaires. Ainsi, la qualité nutritionnelle et sanitaire des aliments va peu à peu s'imposer comme une exigence marchande, médiatique et politique. Cela impliquera aussi de nouvelles exigences pour les producteurs, notamment un approvisionnement stable en quantité et en qualité, pour répondre à la demande des supermarchés. Cette évolution risque de pénaliser plus fortement les systèmes agricoles pluviaux exposés aux aléas climatiques, mais aussi les petits exploitants agricoles familiaux moins bien dotés en capitaux et ayant des difficultés pour accéder à l'innovation.

**Tableau 2. Quelques études de cas.**

Table 2. Some case studies.

Type d'agriculture	Environnement	Performances (succès/échecs)	
Exploitation familiale agricole (EFA)	<p><b>Cas 1</b> : réponse des EFA à une incitation pour la production vivrière : production de riz à l'Office du Niger, Mali Zoundi et Hitimana, 2011)</p>	<p>1) Politique : restructuration de l'ON engagée depuis 1994 : (i) réformes foncières ; (ii) libéralisation filière : émergence de services privés en amont et aval de la production : microfinance, centres de prestation de services ; unités privées de transformation du paddy 2) Émergence de fournisseurs privés de services agricoles 3) Forte demande nationale et régionale de riz</p>	<p>Bonne réponse des EFA à l'incitation en amont et en aval : accroissement du rendement (de 3 t/ha en 1994 à 6 t/ha de paddy en 2003) et de la qualité du riz</p>
	<p><b>Cas 2</b> : réponse des EFA à une incitation pour des productions commerciales : cas du café et du cacao biologique en Ouganda (Yumkella <i>et al.</i>, 2011)</p>	<p>1) Forte demande internationale (Europe) 2) Incitation politique et financière pour la production de café biologique : volume d'exportations de 7 millions \$ US/an 3) Sociétés privées soutenant la production, la commercialisation et la certification biologique à travers un système « d'agriculture contractuelle » avec les EFA 4) Incitation financière pour les EFA : marché garanti et prix rémunérateurs ; revenus additionnels significatifs du biologique (100 % pour le café et 82 % pour le cacao)</p>	<p>Bonne réponse des EFA aux exigences du marché européen pour le biologique</p>
Agriculture commerciale	<p><b>Cas 1</b> : agrobusiness et production vivrière en pluviale : cas des provinces du Houet et du Ziro au Burkina Faso (GRAF, 2011)</p>	<p>1) Environnement politique favorable : volonté du gouvernement de promouvoir le développement de l'agrobusiness ou de « nouveaux acteurs » 2) Facteurs de non-succès : (i) faible qualité et pertinence des <i>business plans</i> (faible maîtrise des charges de production) ; (ii) faible capacité d'adaptation aux incertitudes environnementales (sécheresse, ravageurs) et économiques ; (iii) faible considération des autres maillons de la chaîne de valeur (financement, transformation, marché...)</p>	<p>Faibles performances : revenus nets négatifs : - 60 900 F CFA/ha (93 €) en moyenne pour des fermes de 33,3 hectares (12 actifs) – comparés aux résultats positifs de grandes exploitations familiales (27 hectares ; 15 actifs) : + 48 000 F CFA/ha (73 €)</p>
	<p><b>Cas 2</b> : agrobusiness et l'industrie de fleurs au Kenya (Steglich <i>et al.</i>, 2009)</p>	<p>1) Politique : (i) priorité accordée à l'horticulture depuis 1967 ; (ii) création du <i>Horticultural Crops Development Authority</i> (HCDA) pour promouvoir l'industrie horticole 2) Forte demande en fleurs en Amérique, Asie et Europe 3) Initiative essentiellement guidée par le privé sans influence négative de l'État ; opérateurs professionnels regroupés au sein du <i>Kenya Flower Council</i> (KFC)</p>	<p>Maîtrise quasi totale du secteur (97 % des fleurs exportées) ; 40 gros producteurs (250 à 6 000 employés) contrôlant 75 % de la production et de l'exportation</p>

## La croissance démographique et les politiques de sécurisation foncière

La croissance démographique et les politiques de sécurisation foncière (privatisation et titrisation) risquent d'accroître dans un futur proche deux tendances :

- la marchandisation des terres cultivables accompagnée d'une hausse de leur valeur, pas seulement en périphérie des villes mais aussi dans certaines zones à fortes potentialités ;
- l'accroissement de la compétition et des inégalités foncières, conduisant à l'augmentation du nombre de paysans « sans terre » et d'ouvriers agricoles et, à l'apparition d'oligarchies, au risque d'accroître les tensions sociales ou les conflits communautaires.

Cet enjeu foncier concerne tous les systèmes agricoles ; les inquiétudes engendrées par le phénomène « d'accaparement des terres » dans certains pays tels que l'Éthiopie ou le Mali situent l'ampleur du problème, son incidence sur l'univers des EFA (Fouad, 2012) et son risque d'aggravation au fil des années.

## Les changements climatiques

Les changements climatiques et leurs effets seront également déterminants pour l'évolution des différents systèmes agricoles en Afrique, tous modèles considérés. Malgré les incertitudes concernant les effets localisés du réchauffement climatique sur la production agricole en Afrique (Gornall *et al.*, 2010), celui-ci pourrait avoir des implications néfastes sur la disponibilité et l'accès à l'eau, aux ressources fourragères, de même que sur la fertilité des terres. Ainsi, les capacités agricoles supplémentaires d'adaptation des différents types d'agriculture au changement climatique pourraient jouer un rôle, à moyen terme, dans leur survie.

## Les politiques de libéralisation et la globalisation

Les politiques de libéralisation et la globalisation continueront également d'affecter l'évolution des systèmes agricoles en Afrique. Malgré les efforts pour trouver une issue positive au cycle de Doha, lancé en 2001 par l'Organisation mondiale du commerce

(OMC), le marché global équitable, tant rêvé par certains protagonistes, demeure malheureusement miné par des distorsions commerciales. Sur le sujet, les résultats du programme RuralStruc (Losch *et al.*, 2012) révèlent qu'à côté des paysans qui s'adaptent au nouvel environnement en s'insérant dans des niches porteuses et qui sont considérés comme « gagnants », il y a aussi des ruraux « perdants », progressivement contraints de quitter l'agriculture et de chercher d'autres opportunités d'emploi ou de survie.

Ce tableau rapide des enjeux laisse entrevoir combien l'environnement futur exigera d'efforts d'adaptation de la part de l'ensemble des agriculteurs, plus particulièrement de ceux qui nourrissent les villes et les campagnes. Par ailleurs, on peut estimer que les faibles niveaux de rémunération du travail familial, les difficultés de trésorerie ou encore le poids des incertitudes peuvent constituer des facteurs non incitatifs pour la reproduction des EFA ; les jeunes actifs ruraux ayant des niveaux d'éducation plus élevés peuvent en effet être tentés par d'autres activités. Certains analystes (Collier, 2008) n'hésitent pas à forcer le trait en annonçant que « *les agriculteurs cherchent des employés salariés à l'échelle locale, alors que leur progéniture se dirige vers les villes* ».

Les défis ne manquent pas : *les agricultures familiales sont-elles pour autant condamnées ?* Fonctionnant avec des règles sociales d'entraide et de solidarité, avec une main-d'œuvre familiale non rémunérée, de faibles coûts de production et une gestion mesurée du risque, elles ont prouvé leur capacité d'adaptation aux contextes les plus difficiles et complexes. Les résultats mitigés des modèles agricoles commerciaux au Burkina Faso (*tableau 2*) montrent que les issues sont encore incertaines.

## Mieux raisonner en termes de choix des modèles agricoles

Ce ne sont pas les cadres programmatiques et les modèles agricoles, importés, réappropriés ou locaux, qui manquent en Afrique. Néanmoins,

leur faisabilité concrète n'est pas toujours établie, compte tenu des moyens financiers à mobiliser. Pour autant, il paraît judicieux de ne pas négliger les processus de leur élaboration, qui devraient être de moins en moins imposés afin de considérer les nouvelles exigences des acteurs émergents tels les OPA, ainsi que les particularismes locaux.

## Dépasser le mythe de la « transposition » de modèles

Les arguments de nature à passionner les débats quant au choix des modèles agricoles sont nombreux. La flambée des prix agricoles en 2007 et 2008 a révélé, pour certains, la nécessité de (re)bâtir des politiques alimentaires s'appuyant sur les EFA ; une lecture attentive de l'histoire agricole fournit les arguments de dénonciation des modèles productivistes agro-exportateurs non réussis à l'instar de la plateforme de production d'arachide en 1947 au Tanganyika, Kenya et Rhodésie du Nord sur 1,3 million d'hectare (Wiggins, 2009). Ainsi, en opposition à l'idée d'une révolution verte, considérée par certains d'inspiration productiviste, a germé celle d'une « contre-révolution verte », centrée autour du concept d'agriculture écologiquement intensive (Griffon, 1999).

Cette vision est encore loin d'être partagée par les décideurs politiques africains tant l'urgence des agendas, à l'heure des crises répétées, plaide encore pour des actions de court terme ; d'où la remise en cause des EFA par des modèles d'entrepreneuriat agricole commercial à l'image de ceux en vogue en Asie, en Europe ou en Amérique.

Même si la nécessité d'accroître les disponibilités alimentaires produites localement est compréhensible et légitime – on reparle d'ailleurs d'auto-suffisance alimentaire durable – la démarche mérite d'être discutée. *Peut-on parachuter des modèles entrepreneuriaux établis tout en dépréciant les EFA, aux fonctions nourricières, territoriales et sociales reconnues et valorisées ? Ne doit-on pas plutôt proposer des modèles alternatifs territorialisés, prenant appui sur les différentes trajectoires des sociétés et des*

*systèmes alimentaires locaux* ? Autant d'interrogations qui nécessitent une mise à plat des modèles agricoles proposés, comme des processus devant guider leurs choix.

### Faire valoir le pragmatisme

Quand bien même on admettrait que tous les protagonistes impliqués dans les débats s'accordent sur le devenir des EFA – alors même que leurs intérêts peuvent être divergents (ceux du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest [ROPPA] diffèrent profondément de ceux des multinationales comme Pioneer ou Monsanto) – il subsisterait des divergences importantes sur la *démarche à suivre* et sur les *étapes* pour y parvenir. Ainsi, il paraît indispensable d'adopter une démarche empreinte de pragmatisme afin de sortir de l'opposition caricaturale entre

EFA et modèles agricoles commerciaux, mais surtout de reconnaître que la réussite d'*un modèle agricole ne se décrète pas* – les échecs des cadres programmatiques agricoles l'ayant à maintes reprises montré. En la matière, il semble par conséquent préférable de s'orienter, pas à pas, vers des processus d'élaboration des politiques autocentrés et contextualisés, prenant en compte l'ensemble des champs de contraintes et de potentialités nécessaires à l'évolution de l'existant vers les modèles souhaités.

Si le but recherché par les gouvernants est de parvenir à des modèles agricoles efficaces répondant à la demande alimentaire croissante, les leçons tirées de diverses initiatives en Afrique nous enseignent que plusieurs dynamiques d'évolution sociale sont possibles (*figure 1*).

(A) La *transformation-modernisation des EFA couplée avec l'émergence de nouveaux acteurs* grâce aux opportu-

nités offertes par une *agriculture contractuelle* associant producteurs et agro-industries, avec une offre de services agricoles et de commercialisation des produits (Zoundi et Hitimana, 2011). L'incitation, créée par le secteur privé permet, d'une part, la transformation progressive des EFA grâce à un renforcement en capitaux et en compétences technico-économiques et, d'autre part, l'émergence de nouveaux types d'agriculteurs. À Madagascar par exemple, avec l'expérience de la société Lecofruit, ce sont environ 10 000 petits producteurs horticoles qui ont transformé leurs modes de production pour répondre à la demande du marché européen (Minten *et al.*, 2009).

(B) La *transformation progressive des EFA induite de l'intérieur de leurs OPA*. Ce schéma d'évolution met en valeur le rôle central des coopératives dans la modernisation des EFA, en leur permettant d'accéder aux intrants et au

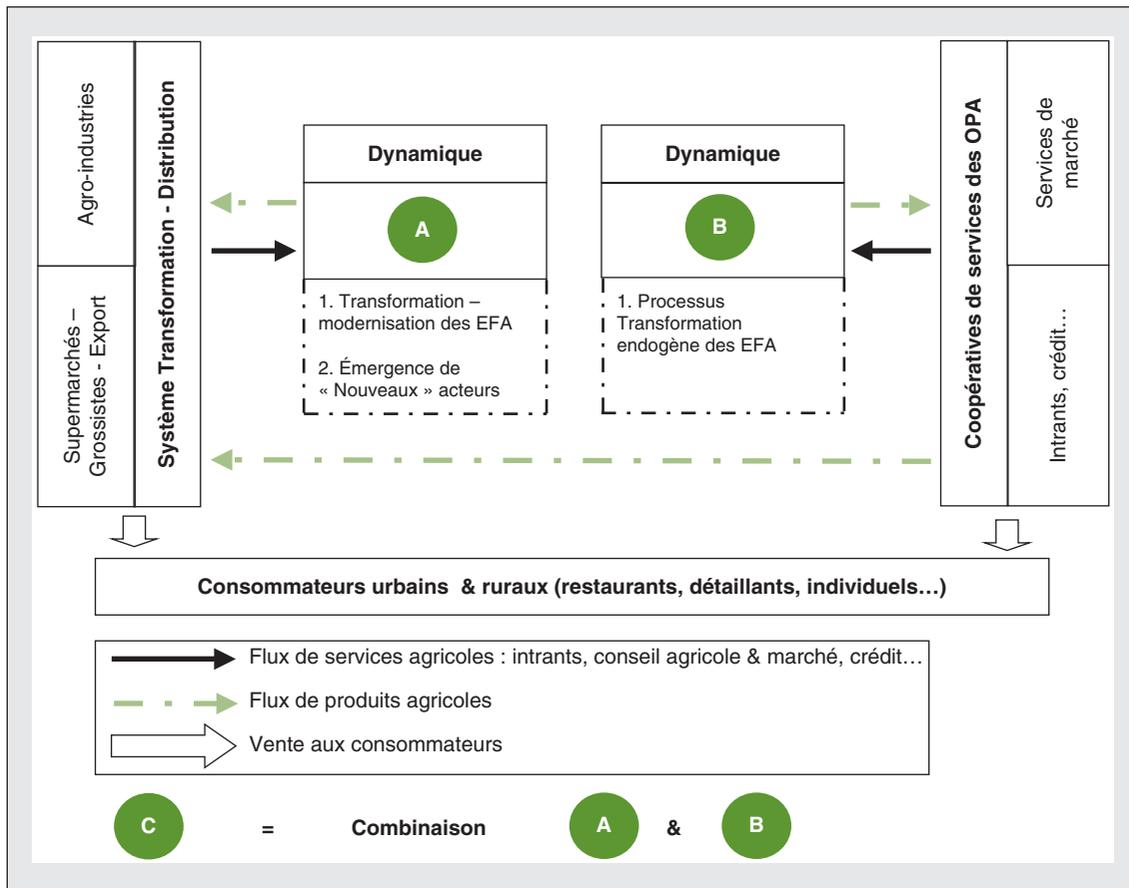


Figure 1. Schémas d'évolution vers les modèles souhaités.

Figure 1. Scenarios of evolution towards the desired models.

marché. C'est notamment l'exemple de la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD) en Guinée (Alpha *et al.*, 2006), où l'action des coopératives, combinée aux mesures de régulation des importations de pomme de terre, négociées avec le gouvernement, ont créé un environnement de marché national favorable à la modernisation des EFA autour de l'oignon et de la pomme de terre.

(C) Une *combinaison des deux dynamiques en fonction des contextes locaux*. Ce schéma d'évolution pourrait constituer la situation dominante dans bon nombre de pays même si on admet que chacune des dynamiques (A) et (B) tient à des réalités locales particulières. La dynamique (A) correspond à des situations où un environnement favorable à l'initiative privée existe, comme c'est le cas dans plusieurs États du Nigeria en Afrique de l'Ouest, avec une diversité d'agro-industries. La dynamique (B), elle, semble plus adaptée à des situations où l'environnement est favorable à l'épanouissement d'OPA disposant de capacités organisationnelles et financières suffisantes.

Il n'existe malheureusement pas de démarches ou de recommandations standard car tout doit être contextualisé et modulé en fonction des territorialités et des contextes locaux.

## Se préparer avant tout à gérer les prérequis

Quel que soit le schéma choisi pour induire les transformations souhaitées, trois éléments apparaissent primordiaux pour la réussite.

Le premier est *l'existence d'un engagement et d'une réelle capacité de gouvernance*, avec notamment des institutions efficaces, capables d'orienter et de piloter la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques. Cela implique aussi que les gouvernants fassent preuve d'ouverture pour mettre en place, non seulement les cadres de concertation mais plus encore de nouer des dialogues inclusifs et des partenariats élargis entre pouvoirs publics, agriculteurs, communautés locales et secteur privé, seuls garants de la réussite et de l'efficacité des politiques publiques.

Le deuxième élément est la *prise en compte des temporalités*. Les dimen-

sions temporelles et spatiales de l'insécurité alimentaire imposent aux gouvernants d'arbitrer habilement entre la gestion de l'urgence et le souci d'apporter des solutions structurelles de long terme. Un des risques serait, par exemple de négliger le facteur « temps » et de vouloir précipiter les transformations de modèles agricoles, en tenant compte du besoin de publicité autour des bilans de mandats électoraux pour les uns et des retours rapides sur investissement pour les autres. En tout état de cause, le pas de temps requis pour atteindre l'objectif souhaité dépend forcément des réalités locales, du champ d'incertitudes, du niveau d'engagement et d'accompagnement des différents protagonistes, etc.

Le troisième élément est la *capacité des États à atténuer les risques sociaux liés au choix des modèles*, notamment ceux relatifs aux pertes d'emplois ruraux. Passer de modèles reposant sur les EFA à des modèles agricoles à haute intensité de capitaux financiers entraînerait une diminution progressive des emplois ruraux. Plus d'attention devrait être portée par les gouvernants à certaines préoccupations : *est-ce que les modèles agricoles voulus garantissent des opportunités d'emplois en milieu rural ? Sinon, est-ce que les dynamiques d'évolution sociale souhaitées offrent d'autres alternatives non agricoles ?* Les expériences d'Asie et d'Amérique latine ont amené certains analystes (World Bank, 2009) à penser que les modèles d'agriculture, modernisée autour des EFA dans le Nord-Est de la Thaïlande, sembleraient plus proches de l'environnement des savanes africaines que les modèles brésiliens des *Cerrados* où dominent de grandes fermes commerciales de soja ne créant en moyenne qu'un emploi pour 50 hectares cultivés.

## Conclusion

Il semble possible d'effacer l'image caricaturale faisant de nombreux pays africains des « cimetières de politiques ». Les débats autour des choix de modèles agricoles offrent semble-t-il une occasion rêvée de tirer les leçons des approches programmatiques du passé afin de bâtir un futur meilleur. Les processus programmati-

ques inclusifs, plaçant les agriculteurs au centre de l'action – comme ce fut le cas pour les lois d'orientation agrosylvopastorale au Sénégal (2004), et au Mali (2006) ou la politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural au Burkina Faso (2007) – laissent présager que des évolutions positives sont possibles. *Peut-on imaginer que les gouvernants sauront effectivement déjouer le piège des processus associés au choix des modèles agricoles ?* Le devenir des politiques de relance de l'agriculture vivrière au profit d'une sécurité alimentaire durable en Afrique en dépendrait largement. ■

## Références

Alpha A, Doremus-Mège C, Faivre-Dupaigre B, Faucheux B, Gaudard C, Peyrot des Gachons B, *et al.* 2006. *La protection des marchés : un outil de développement*. CCFD, GRET, IRAM, Oxfam-France- Agir ici, Peuples solidaires. Paris : Coordination Sud. [www.gret.org/wp-content/uploads/07867.pdf](http://www.gret.org/wp-content/uploads/07867.pdf)

Bélières JF, Bosc PM, Faure G, Fournier S, Losch B, 2004. What future for West Africa's family farms in a world market economy? In: *Making land rights more secure*. International workshop for researchers and policy makers, Ouagadougou, March 19 to 21, 2002. - Londres : IIED.

Botoni E, Reij C, 2009. *La transformation silencieuse de l'environnement et des systèmes de production au Sahel : impacts des investissements publics et privés dans la gestion des ressources naturelles*. Ouagadougou : CILSS ; Centre for International Cooperation (CIS). [www.agrhymet.net/PDF/etude%20sahel.pdf](http://www.agrhymet.net/PDF/etude%20sahel.pdf)

Brondeau F, 2011. L'agrobusiness à l'assaut des terres irriguées de l'Office du Niger (Mali). *Cahiers Agricultures* 20 : 136-43. doi : 10.1684/agr.2011.0472.

Cambrezy L, Janin P, 2003. Le risque alimentaire en Afrique. In : Veyret Y, éd. *Les risques*. Coll. Dossiers des images économiques du monde. Paris : SEDES.

Collier P, 2008. The politics of hunger: How illusion and greed fan the food crisis. *Foreign Affairs* 87 : 67-9.

FAO, 2009. *Summary of world food and agricultural statistics*. ESS/SWFAS. Rome : FAO. [www.fao.org/fileadmin/templates/ess/documents/publications\\_studies/publications/sumfas\\_en\\_web\\_2009.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/ess/documents/publications_studies/publications/sumfas_en_web_2009.pdf)

Fouad M, 2012. Power and property: commercialization, enclosures and the transformation of agrarian relations in Ethiopia. *Journal of Peasant Studies* 39 : 81-104.

GRAF, 2011. *Agrobusiness au Burkina Faso : quels effets sur le foncier et la modernisation agricole ?* Ouagadougou : Groupe de recherche et d'action sur le foncier (GRAF). [www.kit.nl/net/KIT\\_Publicaties\\_output/showfile.aspx?e=1767](http://www.kit.nl/net/KIT_Publicaties_output/showfile.aspx?e=1767)

Griffon M, 1999. Développement durable et agriculture : la révolution doublement verte. *Cahiers Agricultures* 8 : 259-67.

Gornall J, Betts R, Burke E, Clark R, Camp J, Willett K, *et al.*, 2010. Implications of climate change for agricultural productivity in early twenty-first century. *Philosophical Transactions of the Royal Society B* 365 : 2973-89.

Losch B, Fréguin-Gresh S, Thomas White E, 2012. *Structural transformation and rural change revisited: challenges for late developing countries in a globalizing world*. African Development Forum series. Washington (DC): World Bank. doi: 10.1596/978-0-8213-9512-7.  
[www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2012/07/13/000333038\\_20120713023756/Rendered/PDF/709850PUB0EPI0070063B09780821395127.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2012/07/13/000333038_20120713023756/Rendered/PDF/709850PUB0EPI0070063B09780821395127.pdf)  
[http://publications.worldbank.org/index.php?main\\_page=product\\_info&products\\_id=24342](http://publications.worldbank.org/index.php?main_page=product_info&products_id=24342)  
[http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/258643-1323805221801/RuralStruc\\_ExecSum\\_Final.pdf](http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/258643-1323805221801/RuralStruc_ExecSum_Final.pdf)

Minten B, Randrianarison L, Swinnen JFM, 2009. Global retail chains and poor farmers: evidence

from Madagascar. *World Development* 37 : 1728-41.

Ouédraogo S, Zoundi SJ, 1999. Approvisionnement de la ville de Ouagadougou en poulets de chair. In : Smith OB, éd. *Agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest : une contribution à la sécurité alimentaire et à l'assainissement des villes*. Ottawa : CTA-CRDI.

Steglich M, Keskin E, Hall A, Dijkman J, 2009. *Are international market demand compatible with serving domestic social needs? Challenges in strengthening innovation capacity in Kenya's horticulture industry*. United Nation University (UNU-Merit). Working Paper Series # 2009-009. Maastricht : UNU. <http://arno.unimaas.nl/show.cgi?fid=15024>

Wiggins S, 2009. *Can smallholder model deliver poverty reduction and food security for a rapidly growing population in Africa?* Future Agriculture Consortium (FAC) working paper 8. [www.future-](http://www.future-agricultures.org/Documents/Smallholder_S-Wiggins_Jul-09.pdf)

[www.future-agricultures.org/Documents/Smallholder\\_S-Wiggins\\_Jul-09.pdf](http://www.future-agricultures.org/Documents/Smallholder_S-Wiggins_Jul-09.pdf)

World Bank, 2009. Awakening Africa's sleeping giant: prospects for commercial agriculture in the Guinea Savannah zone and beyond. *Agricultural and Rural Development Notes* (48) : 4 p <http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1231508336979/SleepingGiantFinal.pdf>

Yumkella KK, Roepstorff TM, Hawkins PM, 2011. *Agribusiness pour la prospérité de l'Afrique*. Vienne : ONUDI.

Zoundi SJ, Hitimana L, 2011. The challenges in accessing agricultural innovations by West African family farms: institutional and policy implications. In : Bationo A, Waswa B, Okeyo J, Maina F, Kihara J, éd. *Innovations as key to the green revolution in Africa*. Dordrecht ; Heidelberg ; London ; New York : Springer Science + Business Media B.V.